

Étude Régionale

Le Droit à la Liberté de Réunion dans la Région Euro-Méditerranéenne

Cadre Législatif
2013



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

Étude Régionale

Le Droit à la Liberté de Réunion dans la Région Euro-Méditerranéenne

Cadre Législatif

2013



Le droit de réunion constitue une des formes les plus efficaces pour exposer publiquement ses idées et propositions face à la réalité sociale, ainsi que pour défendre des intérêts. Cette question a une pertinence particulière aujourd'hui, tant dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée qu'en Europe. Dans toute la région, de nouvelles formes d'expression politique ont émergé par lesquelles on ne fait pas qu'exprimer des idées ou protester, mais on occupe l'espace public dans une affirmation citoyenne. Cette revalorisation de la présence dans l'espace public est une expression claire de la volonté d'élargir les champs de la citoyenneté, de la participation et de la délibération politiques.

La présente étude régionale a pour objectif d'évaluer l'état de la liberté de réunion et de manifestation dans la région, d'identifier les restrictions existantes et les bonnes pratiques, et de faire des recommandations spécifiques.

La carte qui suit est liée à la Première partie de l'Étude Régionale sur la liberté de réunion dans la région euro-méditerranéenne : Cadre législatif. Cette partie s'intéresse aux lois et dispositions juridiques concernant le droit de réunion dans 13 pays de la région. Elle sera complétée en 2014 par l'étude des Pratiques de la liberté de réunion et manifestation dans la région.

Depuis sa création en 1997, le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme a porté une attention particulière à la liberté d'association et de réunion dans la région. Un groupe de travail thématique rassemblant plus de 20 associations de toute la région suit cette question depuis 2006 et a coordonné cette étude.

Principes de Droit International sur la Liberté de Réunion Pacifique

- La liberté de réunion est un **droit fondamental** garanti par les conventions et traités internationaux (en particulier Pacte International des Droits Civils et Politiques) ; c'est un fondement des sociétés démocratiques et permet l'exercice et la revendication d'autres droits ;
- Il peut être exercé par tous et toutes **sans discrimination** aucune ;
- L'Etat doit interférer le moins possible et doit **faciliter ce droit** : une procédure de déclaration est préférable et les rassemblements spontanés devraient être tolérés ;
- La liberté de réunion peut éventuellement être **limitée** ; dans ce cas, toute restriction imposée par l'Etat doit être prévue par la loi, et être nécessaire et proportionnée pour atteindre un but légitime respectant les principes démocratiques ;
- Seuls les rassemblements **pacifiques** sont protégés par le droit ; mais le terme 'pacifique' doit être interprété de manière à inclure les comportements ou opinions qui **peuvent heurter ou offenser**, et même les comportements pouvant temporairement entraver, gêner ou constituer un obstacle aux activités de tierces parties ;
- L'Etat a l'**obligation de protéger** les manifestants pacifiques. Par conséquent, le recours à la force pour disperser une manifestation ne doit être utilisé qu'en **dernier recours** et doit respecter les principes de nécessité, progressivité et proportionnalité. En aucun cas les forces de l'ordre ne devraient recourir aux armes à feu face à des manifestants sauf pour la protection de la vie ;
- Des **sanctions** excessives peuvent avoir un effet dissuasif et vider la liberté de réunion de son sens. Les sanctions prévues doivent donc être raisonnables, proportionnées et n'engager que la **responsabilité individuelle** de chaque personne pour ses propres actes.

Vestergade 16
1456 Copenhagen K
Denmark
Tel: + 45 32 64 17 00
Fax: + 45 3264 17 02
www.euromedrights.org

© Copyright 2013 Euro-Mediterranean Human Rights Network



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان



Le REMDH remercie l'Union européenne, l'Agence suédoise pour le développement et l'aide internationale (ASDI) et l'Agence danoise pour le développement international, pour leur soutien financier (DANIDA)

Royaume-Uni

TÉLÉCHARGER

- 3 régimes juridiques différents : Angleterre, Ecosse et Irlande du Nord. Déclaration préalable obligatoire pour les cortèges seulement
- Nombreuses restrictions permises par diverses lois; possibilité d'interdiction de tout rassemblement dans une zone spécifique pour trois mois ; fichiers d'« extrémistes intérieurs» incluant manifestants et organisations pacifiques
- Plusieurs organismes de protection des DH et contrôle des actions de la police ; « Officiers de liaison » pour la facilitation des manifestations.

Espagne

TÉLÉCHARGER

- Préavis obligatoire (rassemblements spontanés illégaux).
- Réglementation du recours à la force pas assez claire ni systématique
- Responsabilité des organisateurs dans le bon déroulement de la manifestation, y compris les dégâts causés par des tiers ; sanctions administratives lourdes.
- Projet de réforme de la loi sur la sécurité publique visant à restreindre la liberté de réunion et aggravant considérablement les sanctions encourues.

Tunisie

TÉLÉCHARGER

- Déclaration préalable obligatoire ; l'application fréquente de mesures d'urgence restreint la liberté de réunion
- Pas d'obligation légale de l'Etat de protéger les manifestants pacifiques ; recours aux armes à feu prévu par la loi pour contenir les manifestations
- Les organisateurs sont responsables de maintenir l'ordre au cours de la manifestation

Maroc

TÉLÉCHARGER

- Seules les organisations enregistrées peuvent organiser des manifestations; les manifestations spontanées sont illégales
- Aucune obligation juridique de l'Etat de protéger les réunions pacifiques; le recours excessif à la force est courant
- Les manifestants risquent jusqu'à six ans d'emprisonnement pour des discours ou slogans « à caractère terroriste »

Algérie

TÉLÉCHARGER

- Manifestations et réunions publiques soumises à autorisation (en droit et de fait) ; rassemblements spontanés interdits
- Interdiction des discours s'opposant aux « constantes nationales » ou aux « symboles de la révolution »
- Interdiction totale de manifester à Alger depuis 2001

Union Européenne

TÉLÉCHARGER

- Protection très variable selon les pays malgré standards communs de la Convention européenne des Droits de l'Homme
- Restrictions parfois excessives (perturbation de la circulation ou des institutions ; élections ; lieux « sensibles » ; discours et symboles etc.)
- mesures préventives limitant la liberté de réunion (lois d'urgence, encerclement des manifestants, contrôles aux frontières)

Turquie

TÉLÉCHARGER

- Interdiction des manifestations comportant slogans, affiches et symboles en référence à des « organisations illégales »
- Réglementation du recours à la force trop vague permettant les abus : cas des gaz lacrymogènes en particulier
- Loi Anti Terrorisme : sanctions disproportionnées contre des manifestants (emprisonnement pour slogans ou symboles « illégaux »)

Israël

TÉLÉCHARGER

- Renouvellement systématique de l'état d'urgence : graves restrictions à la liberté de réunion
- Autorisation nécessaire pour les rassemblements extérieurs, politiques et de plus de 50 personnes
- Discrimination systématique contre les citoyens arabes israéliens dans l'exercice de leur liberté de réunion
- Les manifestants sont collectivement responsables en cas de débordement

Liban

TÉLÉCHARGER

- Régime de déclaration libéral ; interdiction des rassemblements spontanés mais qui sont de fait tolérés
- L'Etat a l'obligation légale de protéger la liberté de réunion
- Les organisateurs assument la responsabilité légale des actes commis lors du rassemblement; les tribunaux militaires sont compétents pour juger des civils

Syrie

TÉLÉCHARGER

- Seules les organisations enregistrées peuvent demander l'autorisation de manifester
- Loi anti-terroriste permettant de juger les manifestants devant des tribunaux militaires
- Aucune obligation juridique de l'Etat de protéger les manifestants pacifiques ; répression systématique et violation du droit à la vie, emprisonnement arbitraire et torture systématiques

Palestine

TÉLÉCHARGER

- Différents régimes juridiques selon les territoires : loi palestinienne à Gaza ; ordonnances militaires israéliennes en Cisjordanie
- En Cisjordanie interdiction des réunions et manifestations sans l'accord de l'armée israélienne; interdiction absolue des manifestations à caractère « politique »
- À Gaza restrictions assez larges quant aux lieux, messages etc. autorisés par les autorités palestiniennes

Jordanie

TÉLÉCHARGER

- Déclaration préalable obligatoire pour les manifestations ; rassemblements spontanés interdits
- Loi formulée vaguement permettant restrictions et interdictions disproportionnées
- Des manifestants pacifiques jugés par des tribunaux militaires en particulier pour insulte au Roi et « mise en péril du régime »

Libye

TÉLÉCHARGER

- Procédure de déclaration obligatoire ; pas de recours légal en cas d'interdiction
- Les organisateurs ont la responsabilité du maintien de l'ordre ; pas de mécanisme clair pour la protection des manifestants face à des contre-manifestations ou des groupes armés
- Aucune responsabilité légale des forces de l'ordre coupables d'usage excessif de la force

Égypte

TÉLÉCHARGER

- Criminalisation des manifestations spontanées, portant atteinte à « l'unité nationale et à la paix sociale », ou entravant le travail d'une entreprise ou institution
- Recours aux armes à feu prévu comme moyen de maintien de l'ordre ; abus graves systématiques et impunité
- Milliers de manifestants jugés par des tribunaux militaires

TÉLÉCHARGER
L'ÉTUDE COMPLÈTE